



Déclaration préalable au CDEN du 17 octobre 2013

Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor
Monsieur le Président du Conseil Général des Côtes d'Armor
Monsieur le Directeur académique
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

On nous a annoncé un changement, nous l'attendons toujours dans les Côtes d'Armor... Pour l'UNSA Education, les mesures présentées sont insuffisantes même si on se réjouit de certaines améliorations, le retour à la formation notamment (malgré les difficultés de mise en place), sans oublier l'aide administrative aux directeurs. Le gouvernement se dit conscient de l'importance de l'avenir de notre système éducatif, il faut à présent mettre des moyens pour inverser la politique que nous avons connue pendant de très nombreuses années. Si tout ne peut être réglé en un clin d'œil, il faudrait néanmoins très vite concrétiser les annonces par du réel et donc des postes. Il faut que les conditions de travail soient améliorées pour nos collègues, et les élèves de notre département. Nous avons de vives inquiétudes lors de la carte scolaire et nous vous en avons fait part. Quelques semaines après la rentrée, nous avons plus que jamais la sensation d'avoir été oubliés, de ne pas faire partie des départements qui peuvent constater des changements concrets sur le terrain. Depuis des années, nous ne cessons de déplorer le manque de moyens alloués à l'Education Nationale. Dans le premier degré, la dotation nulle, si elle est un progrès par rapport aux suppressions de postes précédentes, ne nous permet pas d'envisager une année sereine, tant les difficultés sont nombreuses et sont apparues tôt, très tôt même, en dépit des mesures d'ajustement de la rentrée. Ces difficultés sont la conséquence de mesures successives dont les effets se sont accumulés, cela aurait mérité une prise en compte rapide ! Nous tenons à attirer votre attention sur l'enseignement spécialisé, il est urgent que nos collègues puissent repartir en formation CAPSH. Au passage, il est tout aussi urgent que nos

collègues puissent à nouveau bénéficier de la formation continue. Pour les Rased, l'incertitude est toujours de mise et il est totalement anormal que leurs enveloppes de frais de déplacement aient encore été réduites à cette rentrée. Belle reconnaissance de leur travail et dévouement auprès des élèves en difficulté ! Que feront nos collègues des réseaux lorsque leurs maigres enveloppes seront vides ?

Au passage, un exemple parmi d'autres, au fil du temps et des mouvements, des postes de Rased disparaissent puisqu'il n'y a plus suffisamment de collègues formés à les demander, normal puisqu'il n'y a plus de formation. On retrouve ainsi des secteurs géographiques sans réseau d'aide, tel celui de Bourbriac, alors que c'est un secteur où la difficulté scolaire est importante.

Autre inquiétude forte : les moyens de remplacement qui ont été impactés ces dernières années. Des circonscriptions ont déjà de sérieux problèmes de remplacement, on ne peut qu'être inquiets pour les mois à venir.

Pour le second degré, la dotation est encore insuffisante, les classes sont bien chargées, la gestion est à flux tendu, les conditions de travail des TZR sont difficiles.

En ce qui concerne la vie scolaire, la dotation de notre département ne permet toujours pas de positionner un poste entier de CPE par établissement. Pas d'avancée sur les postes de documentalistes, ni sur les assistantes sociales non plus. Par ailleurs, nous renouvelons, comme tous les ans, notre revendication d'une infirmière par établissement du second degré. Nous souhaitons qu'il y ait un directeur par segpa.

Pour les rythmes scolaires, il est nécessaire que les enseignants soient réellement associés, ce qui n'est pas le cas partout.

Nous terminerons, même si cela a été abordé en déclaration intersyndicale, en insistant sur l'importance des conditions de travail de nos collègues et donc des élèves de notre département.

Nous vous remercions de votre attention.